

Un G20 pour pas grand chose ?



Le sommet réunissant les 20 plus grandes puissances mondiales s'ouvre ce samedi à Rome, avec un agenda chargé mais aux objectifs difficilement atteignables.

Avec Emmanuel Dupuy

Atlantico : "Personnes, Planète et Prospérité" sont les trois piliers du G20 sous la présidence italienne et cette nouvelle réunion du G20 qui se tient à Rome ce week-end devrait aborder un grand nombre d'objectifs pour tenter d'atteindre ces objectifs. Quels sont les enjeux de ce sommet ? Sont-ils réellement atteignables ?

Emmanuel Dupuy : Lors de ce dernier sommet clôturant la présidence italienne du G20 et précédant celle de l'Inde qui va débiter dans la foulée (année 2022) seront abordées de nombreuses questions dont celle du réchauffement climatique (à l'aune de l'ouverture de la COP26 de Glasgow), la Libye (la France ayant décidé de réunir le 12 novembre prochain une nouvelle réunion intra libyenne afin de garantir une coordination entre les pays du G20 qui y sont impliqués), à l'initiative des trois pays européens du G20 que sont la France, l'Allemagne et l'Italie. La lutte contre le terrorisme au Sahel, la stabilisation au Liban ainsi que l'aide d'urgence à faire parvenir en Afghanistan et bien évidemment l'autonomie stratégique de l'Europe, chère au président Emmanuel Macron.

Le sommet de Rome est ainsi d'emblée « handicapé » par des sujets quelque peu périphériques à l'agenda initial du G20. La réunion sera focalisée sur les crises que connaissent les pays du G20 entre eux, à l'instar du hiatus entre la France et les États-Unis au sujet de la rupture du contrat (Shortfin Barracuda, initialement prévu pour l'Australie) entre la France et l'Australie sur ce même sujet, entre la France et la Grande-Bretagne, dont les relations se sont tendues non seulement sur la question du partenariat Aukus (liant l'Australie, la Grande-Bretagne et les États-Unis), mais également sur les très vives tensions au sujet de la pêche dans un contexte post-Brexit, les tensions entre la Chine et les États-Unis au sujet des velléités « guerrières » de Pékin, vis-à-vis de Taiwan ou encore entre l'Inde et la Chine au sujet de l'activisme de Pékin dans la zone Indo-Pacifique. Tous les pays du G20 auront à cœur d'évoquer l'activisme de Pékin et la tension née de la crise des sous-marins.

Ce G20 va ainsi tenter de décloisonner le système international, quelque peu grippé, mais il se confronte à deux agendas contradictoires : celui des pays occidentaux cherchant à dialoguer avec les pays émergents, alors que ces derniers, dans une configuration post-Afghanistan, semblent récuser cette main tendue de la part de l'Occident. L'absence « présente » des présidents chinois, Xi Jinping, et russe, Vladimir Poutine, témoigne d'un relatif désintérêt de leur part du G20. Symboliquement leur absence tranche avec la tenue en septembre dernier à Douchanbé au Tadjikistan du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, désormais renforcé par l'arrivée de l'Iran.

Le sommet de Rome en tant que tel ne va pas déboucher sur beaucoup de résultats concrets. Les seuls résultats tangibles ont d'ores et déjà été adoptés et obtenus avant le sommet du G20, à l'instar de la taxation à hauteur de 15% des multinationales. Cette décision prise il y a quelques semaines au niveau de l'OCDE et du G7 impacte néanmoins sur les pays du G20 puisque ceux-ci représentent 85% du commerce mondial, 90% du PIB mondial et représentent deux tiers de la population mondiale.

Ce sommet peut ainsi se résumer à une série de relations bilatérales comme en atteste la réunion entre le président Emmanuel Macron et le président américain Joe Biden ou encore la réunion que le président français a prévu de tenir avec le Premier ministre indien Narendra Modi, le président indonésien Joko Widodo et peut-être le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre Boris Johnson.

La « machine à solutions » que pouvait être ces grands rendez-vous internationaux est-elle à l'arrêt ?

Les rendez-vous informels internationaux se sont grippés au fil du temps. Que cela soit le G7 créé sous la forme du G5 en 1975, le G20 créé en 1999, ou encore le groupe des 77 pays émergents, il s'agit de structures apparaissant comme compensatoires d'une incapacité à gérer les relations internationales au niveau multilatéral. Le G20 « patine » avant tout car l'ONU ne fonctionne plus. Les 20 pays les plus développés et les pays émergents (G20) ont les mêmes difficultés « structurelles » à s'entendre qu'à l'ONU dans les organisations intergouvernementales (OIG). Ces « grands-messes » internationales peuvent, en effet, apparaître comme désuètes. Ne s'y rendent que les acteurs étatiques, en sont exclus les

acteurs non-étatiques et, qui plus est, les personnes réunies autour de la table ne témoignent pas réellement des convergences stratégiques nouvelles et renforcées liant, par ailleurs, les pays émergents. Il suffit de prendre pour exemple l'agenda de la Turquie, de la Russie, de la Chine, à qui l'on doit y ajouter celui de l'Iran pour comprendre que le « narratif » exprimé lors du G20 n'est pas tout à fait le même que celui employé dans des organisations auxquelles appartiennent ces pays « orientaux » du G20, comme en témoigne l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'Union eurasiatique.

Les grands-messes du multilatéralisme comme le G20 ont-elles encore lieu d'être dans un monde où les tensions internationales sont aussi vives ?

Elles ont lieu d'être pour un certain nombre de raisons et elles peuvent paraître anachroniques pour d'autres. A quelques heures du lancement de la COP 26 de Glasgow, il convient de rappeler que les trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre émanent des pays membres du G20, dans le quinté de tête la Chine, la Russie, le Brésil, l'Australie, l'Inde. Rien que sur ce point, cet événement a donc son utilité.

Néanmoins, il y a des limites à ce multilatéralisme économique, environnemental, et diplomatique. En effet, les objectifs que se sont donnés les pays émergents, sur forte pression des pays occidentaux, à l'instar du sommet de la COP21 à Paris et de l'accord sur le climat du 12 décembre 2015 se sont avérés impossibles à réaliser. Tous les objectifs fixés il y a six ans et qui auront été discutés à Rome sont devenus caduc. La réduction des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 45% d'ici 2030 afin d'éliminer le réchauffement climatique à 1,5°C ne sera pas réalisé. La neutralité carbone à l'horizon 2050 ne le sera qu'à l'horizon 2080. Un récent rapport de l'ONU précise même que le réchauffement climatique sera « catastrophique », avoisinant les 2,7°C en plus. La réunion de Rome du G20 discutera de la mise en place difficile des 100 milliards de dollars par an d'assistance aux pays en développement afin de les aider à s'adapter au changement climatique. Sur ce point, le président Emmanuel Macron a certes insisté sur l'avancée des droits de tirage spéciaux du FMI pour atteindre cet objectif mais les résistances de certains pays, à l'instar de la Chine et du Brésil, ne laissent que peu d'espoir de les voir réaliser.

La mobilisation des 175 signataires de l'accord de Paris aura été finalement très limitée puisque 59 pays n'ont pas encore défini leur objectif à atteindre, leur objectif d'adaptation climatique à atteindre.

Par contre, la présence des « deux » chanceliers allemands, à l'instar de la « sortante » Angela Merkel et de « l'impétrant » Olaf Scholz, témoignent de la volonté de certains pays européens tel que l'Allemagne, qui va présider le G7 en 2022, ainsi que la France, qui va présider à partir du 1^{er} janvier 2022 le Conseil de l'Union européenne, d'appuyer une vision européenne tant au niveau du G7 que du G20. C'est d'autant plus important que c'est la Grande-Bretagne qui présidera le G7 et que c'est l'Inde qui présidera le G20, confirmant que la diplomatie anglo-saxonne apparaît de plus en plus pro-active quoi que divergente de nombre de positions européennes.